



european network on debt & development



Campagna per la riforma della Banca Mondiale



BRETTON WOODS project



weed

La spéculation entrave le droit à l'alimentation

Les spéculateurs créent une bulle qui englobe tout. Leurs prévisions et leurs paris sur le futur poussent les prix vers le haut et leurs transactions faussent les cours, en particulier ceux des matières premières.

George Soros

« Profitez-vous de la hausse des prix ? Tout le monde parle des matières premières - avec le Fonds 'Agriculture Euro Fund', bénéficiez de la hausse des sept produits agricoles les plus importants. » Au printemps 2008, la Deutsche Bank essayait d'attirer de nouveaux clients avec ce slogan vantant l'un de ses fonds d'investissement.

A l'époque, la faim poussait les citoyens à la révolte en Haïti, au Cameroun et dans divers autres pays en développement où les populations les plus défavorisées ne pouvaient plus se payer de quoi manger. En fait, entre la fin 2006 et mars 2008, les prix des sept denrées les plus importantes ont augmenté de 71% en moyenne, et de 126% pour le riz et le blé.¹

Les pauvres sont les premières victimes de la flambée des prix. Alors que les ménages des pays industrialisés consacrent 10 à 20% de leurs revenus à l'achat de nourriture, ceux des pays à faible revenu en dépensent 60 à 80%, ce qui amène la Banque mondiale à prévoir une hausse du nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté absolue de plus de 100 millions. L'explosion des prix a en outre des effets macroéconomiques négatifs: détérioration de la balance des paiements, inflation galopante et nouvel endettement. La hausse des prix des produits alimentaires est en plus une menace pour le droit fondamental à l'alimentation.

La spéculation accélère la hausse des prix

Plusieurs facteurs expliquent la hausse des prix. Il existe des facteurs de long terme, comme la hausse de la demande, l'insuffisance de la production agricole dans différents pays en développement, les programmes d'ajustement structurel entraînant la disparition de la production agricole locale au profit de cultures de rapport ou des biocarburants, et des facteurs de court terme, comme les mauvaises récoltes et la dépréciation du dollar. A eux seuls, ces facteurs ne suffisent toutefois pas à expliquer l'incroyable flambée des prix qui a eu lieu en une période aussi courte.

A partir du moment où certaines personnes et institutions « profitent de la hausse des prix », comme le dit si bien la publicité de la Deutsche Bank, la spéculation entre en jeu, accélérant la hausse des prix des produits alimentaires. La communauté financière le reconnaît d'ailleurs aujourd'hui, à commencer par la Banque mondiale, le FMI et, aux Etats-Unis, l'agence Commodity Futures Trading Commission (CFTC).²

Comment la spéculation influence les prix des produits alimentaires

La spéculation est un pari sur le futur prix d'un bien ou

d'un actif financier. Elle concerne toute une gamme de produits, des devises aux actions ordinaires en passant par les obligations et tous les types de produits dérivés. Les spéculateurs ne prétendent pas réellement livrer ou acheter de produits. Ils n'entrent pas dans le processus de production ou de consommation; ils pénètrent le marché dans l'intention de tirer profit des variations des cours. La spéculation a contribué de plusieurs façons à l'explosion des prix observée ces derniers mois.

Une grande partie du commerce international agricole repose sur les produits dérivés, en particulier les produits dérivés à terme. Par exemple, dans un accord à terme, un agriculteur accepte en janvier de vendre sa future récolte de juillet à un prix fixe. L'acheteur endosse le risque de volatilité des prix. Si, en juillet, les cours sont plus élevés, ce dernier réalise un profit; s'ils sont plus bas, il enregistre une perte. L'agriculteur, lui, n'a plus à se soucier du cours de sa récolte au mois de juillet - cette transaction est pour lui comme une assurance. C'est la raison pour laquelle on appelle « opération de couverture » ce genre de spéculation. Bien entendu, l'acheteur exige une prime de risque de marché pour son contrat à terme, ce qui fait monter le prix global de la marchandise. Il existe d'autres solutions que ce procédé. Il serait par exemple possible d'organiser une assurance mutuelle entre les agriculteurs ou de faire garantir les prix par l'Etat. Mais dans les conditions données, ce type de spéculation reste raisonnable tant qu'elle est pratiquée par des opérateurs spécialisés et expérimentés et que le marché est protégé de toute perturbation extérieure.

Cependant, la crise des subprimes américains et le crash de Wall Street ont incité les fonds spéculatifs et autres spéculateurs institutionnels à pénétrer le marché des matières premières. Aculés par le manque de débouchés sur les marchés financiers, ils ont avidement cherché de nouvelles possibilités d'investissement et ont découvert les marchés des matières premières, et notamment du pétrole et des produits agricoles. S'en est suivie une hausse de la demande, qui à son tour a fait monter les cours. En 2007, les échanges de produits dérivés agricoles ont connu une hausse de 32%.³ De juin 2005 à juin 2007, la valeur nominale des produits dérivés de matières premières échangés sur le marché hors cote⁴ a augmenté de 160%, alors que la production réelle restait stable. Le marché à terme a été le premier touché par la hausse des cours.

La bulle générée sur les marchés à terme a également une influence sur les marchés au comptant.⁵ Devant une hausse des cours des produits dérivés, producteurs et traders retardent leurs ventes dans l'attente d'une hausse ultérieure des prix. En d'autres termes, la bulle des cours des produits dérivés les incite à spéculer.

Le prix du pétrole est un cours stratégique, car il est intégré au prix de tous les autres produits. C'est également le cas pour les produits agricoles. Produire et distribuer des produits agricoles exige du pétrole - pour

les tracteurs, les machines, les engrais et le transport jusqu'aux marchés. Le pétrole étant lui-même une matière première, dont le cours est largement déterminé par la spéculation, la hausse spéculative du cours du pétrole vient s'ajouter au cours des produits agricoles. Les spécialistes estiment que 25% du cours du pétrole sont déterminés par la spéculation.⁶ La spéculation sur les cours du pétrole est donc un facteur indirect de la hausse des prix des produits agricoles.

La dépréciation du dollar, un autre facteur indirect

En plus des déséquilibres « traditionnels » de l'économie américaine que sont les déficits budgétaire et commercial, l'éclatement de la bulle spéculative dans le système financier des Etats-Unis a elle aussi contribué à la dépréciation du dollar. Les échanges internationaux étant essentiellement réalisés en dollars, la dépréciation du billet vert entraîne une perte de revenus pour les pays producteurs, qui augmentent donc leurs tarifs afin de compenser leurs pertes sur le taux de change.

La spéculation à la baisse est-elle une bonne chose?

Après avoir atteint des sommets en juillet/août 2008, les prix des matières premières ont connu une accalmie. Mi-septembre, le cours du pétrole avait perdu 30% par rapport au maximum atteint précédemment. Ceci illustre parfaitement l'impact de la spéculation. La chute observée en quelques semaines à peine est complètement étrangère aux fondamentaux tels que la reprise de l'offre, le ralentissement de la demande, le « pic pétrolier », etc. En fait, elle est en grande partie due à la spéculation à la baisse, et plus particulièrement aux ventes à découvert réalisées par les fonds de spéculation. La vente à découvert signifie qu'un trader vend un actif qu'il ne détient pas, mais qu'il emprunte avant de vendre. Par la suite, si le prix de cet actif diminue, il le rachète à un prix inférieur au prix de vente, puis le rend à sa valeur initiale. Au cours des huit premiers mois de 2008, les revenus des ventes à découvert ont augmenté de 10%.⁷

Si la vente à découvert contribue à faire baisser les prix, on ne peut la considérer comme une bonne spéculation pour autant, car elle est susceptible de favoriser la volatilité des cours en les faisant chuter exagérément, de la même manière que la spéculation peut les pousser à la hausse. Dans les deux cas de figure, les transactions financières influencent les prix des produits dans l'économie réelle indépendamment de l'évolution de l'offre et de la demande.

En septembre 2008, plusieurs pays, parmi lesquels les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne, ont décidé d'interdire la vente à découvert de certains produits. Cette pratique a indubitablement accéléré la chute du cours des actions d'institutions financières telles que Lehman Brothers.

En outre, la baisse des prix induite par la vente à découvert résulte de la hausse des prix et de la spéculation. La vente à découvert n'est donc pas un procédé positif, mais fait partie intégrante du système financier qui est à l'origine de la volatilité et de l'insécurité des marchés - lesquelles permettent par ailleurs aux spéculateurs de continuer à réaliser des profits. Les projets de développement et l'agriculture, surtout, requièrent un environnement économique stable et prévisible, pour des investissements de long terme.

Interdire la spéculation

Techniquement, il est facile d'empêcher la spéculation sur les produits alimentaires et les prix. Il est par exemple possible d'appliquer les mesures suivantes:

Instaurer un registre du commerce n'autorisant que les opérateurs réalisant des opérations de couverture;
Interdire toute opération aux fonds de spéculation et autres spéculateurs institutionnels non référencés sur le registre;

Exiger que toutes les opérations soient réalisées de manière transparente sur les places financières et non pas sur le marché hors cote.

Prévoir une réglementation contre les bulles éventuellement générées par les opérations de couverture.

Ces mesures ne sont qu'une question de volonté politique. Va-t-on laisser la spéculation sur les produits agricoles hypothéquer la sécurité alimentaire et aggraver la faim et la misère ? Ou va-t-on enfin décider de fermer le casino?

- Peter Wahl, WEED

L'opinion exprimée dans cet article est celle de l'auteur et n'engage que lui.

Notes

1. Indice des prix des aliments de la FAO : <http://www.fao.org/docrep/010/ai470e/ai470e07.htm>.
2. World Bank (2008): Double Jeopardy: Responding to High Food and Fuel Prices, Memo for the G8 summit in Hokkaido-Toyako, 2008 International Monetary Fund (2008): Food and Fuel Prices—Recent Developments, Macroeconomic Impact, and Policy Responses, Washington. Commodity Futures Trading Commission (2008): Remarks of Commissioner Michael V. Dunn before the Swiss Futures and Options Association, Bürgenstock Meeting, 5 septembre 2008.
3. UNCTAD (2008): World Trade Report 2008, Geneva, p. 24.
4. 10% des échanges de produits dérivés sont réalisés sur les bourses de valeurs ou de marchandises. Ils suivent donc des normes et font l'objet de contrôles. Les 90% restants, qui n'interviennent pas sur les places financières réglementées, sont dits « hors cote ». Ces échanges sont complètement déréglementés et totalement opaques.
5. Sur le marché au comptant, les termes des échanges sont fixés en trois jours maximum.
6. Kemfert, Claudia, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW), FAZ NET, 28 septembre 2008.
7. Credit Suisse/Tremont Hedgefonds Index, Benchmark Performance Summary www.hedgeindex.com/hedgeindex/de/default.aspx?cy=USD, 16 septembre 2008.

Pour plus d'information, contacter:

Eurodad Contact: Marta Ruiz - mruiz@eurodad.org
www.eurodad.org
WEED Contact: Peter Wahl - peter.wahl@weed-online.org
<http://www.weed-online.org>
Campagna per la Riforma della Banca Mondiale Contact:
Andrea Baranes - abaranes@crbm.org
<http://www.crbm.org>
Bretton Woods Project Contact:
Peter Chowla - pchowla@brettonwoodsproject.org
<http://www.brettonwoodsproject.org>

Avec le soutien de la Fondation Ford